



**Fostering
Social
Justice**

- Synthèse du livre blanc -

Nous sommes là!

Développer le pouvoir d'agir des habitant.es
Renforcer le collectif et la démocratie

Un document de l'IFS sur le rôle, l'impact, les défis et les
recommandations des centres sociaux

#NousSommesLà #PourLaJusticeSociale



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Synthèse du livre blanc

Les centres sociaux constituent une partie essentielle de notre tissu social, à travers toute l'Europe. Ils jouent un rôle unique, travaillant aux côtés des habitant.es pour développer leur pouvoir d'agir et relever les défis économiques, sociaux et environnementaux les plus urgents.

En effet, à travers leur travail, les centres sociaux donnent vie aux valeurs fondamentales de l'Union Européenne : le respect de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'état de droit mais aussi du respect de la dignité humaine de toutes et tous.

Cependant, ils font actuellement face à d'énormes défis qui menacent leur capacité à mener à bien l'ensemble de leurs missions. Ce Livre Blanc est un appel à l'action, qui établit :

- Le rôle vital des centres sociaux ;
- Leur immense impact positif ;
- Les défis auxquels ils sont confrontés ;
- Des recommandations politiques pour soutenir leur développement.

Le rôle vital des centres sociaux

Les centres sociaux sont des structures essentielles au cœur des territoires et au plus près des habitant.es, et ce à travers l'Europe. Ils prennent différentes formes et tailles, mais sont unis autour de trois principes clés :

- La mise en place d'actions à destination des personnes et des groupes défavorisés ;
- La gouvernance par les habitant.es ;
- Le développement du pouvoir d'agir des habitant.es pour trouver des solutions adaptées et collectives.

Ils fournissent une large gamme d'activités, concentrés principalement autour de cinq domaines :

1. **Recherche sociale et planification** – collecter des informations et des témoignages sur les problèmes locaux, développer et favoriser une relation de confiance mais aussi favoriser l'engagement des politiques publiques ;
2. **Développement et activités** – travailler avec les habitant.es pour assurer des services adaptés et réactifs ;
3. **Animation de la vie sociale** – utiliser les espaces collectifs disponibles sur le territoire pour fournir des activités sociales ainsi que des services spécifiques ;
4. **Accompagnement et soutien** – offrir une aide et un appui aux personnes dans le besoin ;
5. **Information, éducation et plaidoyer** – garantir que les habitant.es disposent des connaissances nécessaires pour mener une vie épanouie et être actrices de ce qui se passe sur leur territoire.

**“L'alliance
entre l'éducation
populaire et la
justice sociale”**



L'impact positif des centres sociaux

Les centres sociaux jouent un rôle spécifique, travaillant en partenariat avec le secteur public et privé. Cela leur permet d'avoir un réel impact à court, moyen et long terme.

Impacts à court terme - Les citoyens en retirent de nombreux avantages immédiats; l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences ainsi que l'instauration d'un climat de confiance.

Impacts à moyen terme - Les centres sociaux apportent des changements significatifs dans la vie des habitant.es, allant d'une plus grande estime de soi à l'amélioration de leur santé mentale et physique, ainsi qu'à une meilleure intégration au sein de la vie collective et donc à une plus forte cohésion sociale.

Impacts à long terme - Le travail des centres sociaux contribue à un changement vers une société où chacun.e a l'opportunité et la capacité de mener une vie saine et épanouissante et de jouer un rôle actif dans la société.

IFS et le projet IFSJ

Ce Livre Blanc est l'un des résultats du projet Erasmus+ "Fostering Social Justice" (IFSJ) soutenu par la Fédération Internationale des Centres Sociaux "International Federation of Settlements" (IFS) et la "Fédération des centres sociaux et socioculturels de France" (FCSF). L'IFS et ses 12 partenaires européens qui ont travaillé sur ce projet, soutiennent activement les centres sociaux et les habitant.es pour ainsi aborder les défis de justice sociale, de démocratie locale et d'intégration des migrants.

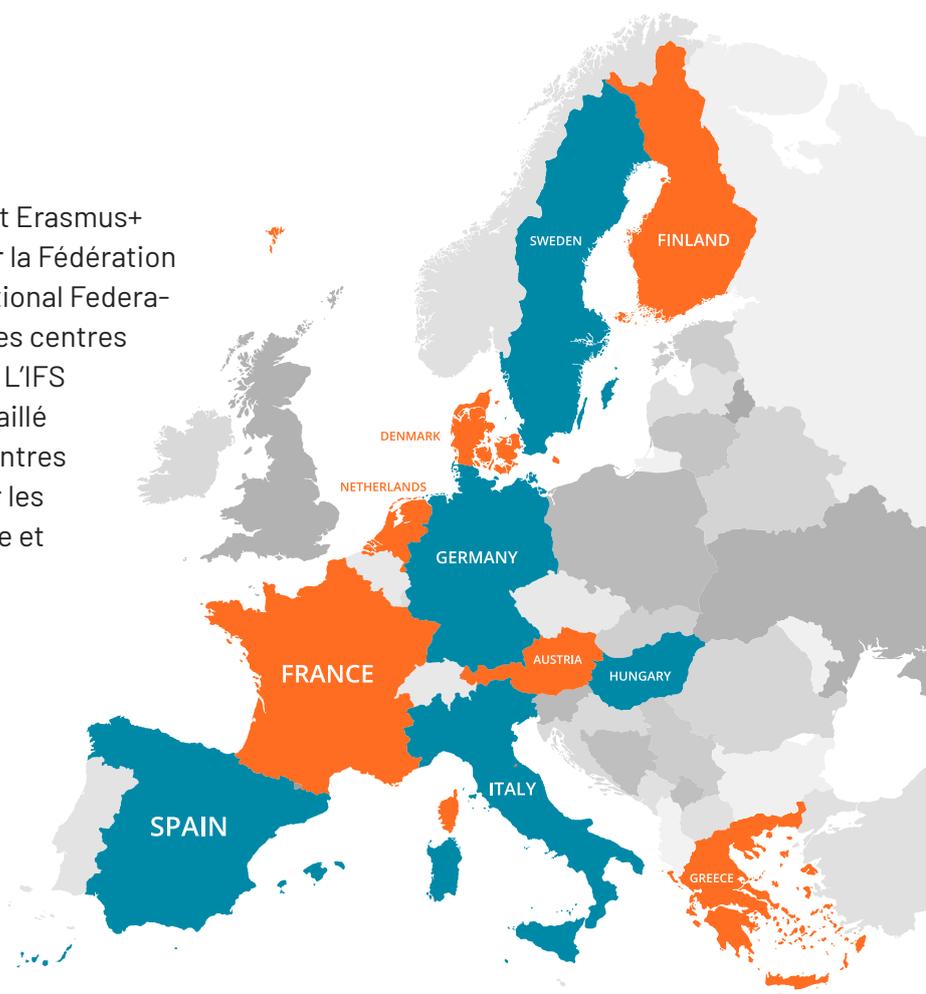
FCSF (France); NUSZ (Allemagne); Wiener Hilfswerk (Autriche); ELETFA Segito Szolgalat Egyesulet (Hongrie); LSA Bewoners (Pays-Bas); Enik Recovery College (Pays-Bas); Suomen Settlementiliitto RY (Finlande); Svenska Settlementforbundet (Suède); Fundación Esplai (Espagne); Dafni Kek (Grèce); ARCS (Italie); Askovfonden (Danemark)

Les défis auxquels les centres sociaux sont confrontés

Un manque de financement à travers l'Europe - alors que certains pays ont mis en place des structures de financement pérenne, dans de nombreux pays, il y a peu ou pas de soutien financier national pour les centres sociaux. Cette situation n'est pas viable et impacte la capacité des centres sociaux à continuer à réaliser leurs missions qui ont un impact social positif.

Un manque de reconnaissance - le rôle des centres sociaux comme un maillon essentiel de la vie sociale et collective est souvent sous-estimé ou ignoré. Cela induit notamment que les décisions et actions sont mises en place en dépit des vécus des habitant.es qui sont le plus impactés par ces dernières.

Un risque pour les espaces collectifs - les centres sociaux et maisons de quartier sont en péril. Les villes et villages s'étendent mais les nouveaux plans d'urbanisme n'incluent souvent pas d'espaces collectifs.



Nos recommandations politiques

Nous avons développé une série de recommandations politiques pour relever ces défis et garantir que les centres sociaux soient à l'avant-garde de la création d'une Europe plus juste socialement.

À l'approche des élections européennes en 2024, nous appelons à la reconnaissance – et ce à tous les niveaux de gouvernance à travers l'Europe – du rôle vital des centres sociaux et de la valeur qu'ils apportent.

Les décideurs politiques peuvent témoigner de cette reconnaissance et soutenir les centres sociaux en :

1. **Promouvant l'apprentissage non-formel proposé par les centres sociaux et en continuant à soutenir les programmes d'échange nationaux et internationaux.** Cela passe notamment par un financement adéquat et conséquent, au sein des futurs budgets de l'UE.
2. **Assurant l'accès à des espaces collectifs de proximité de bonne qualité ouverts à toutes et tous.** Les décideurs devraient adopter une résolution politique invitant les États membres à protéger et à fournir ce type d'espaces ainsi que le financement nécessaire à leur fonctionnement.
3. **Assurant un financement de base à long terme et durable pour les centres sociaux basé sur la confiance.** L'UE devrait partager des exemples de meilleures pratiques (développées par des agences nationales), et les gouvernements nationaux et municipaux, sur la manière dont le financement peut être distribué aux centres sociaux pour répondre aux besoins locaux.
4. **Soutenant les "alliances d'expert.es locaux.les", où les habitant.es, les organisations de la société civile, le monde académique et les décideurs locaux contribuent au partage et à la collecte d'informations sur les besoins locaux.** Les décideurs devraient soutenir et dédier des ressources spécifiques à des initiatives visant à collecter des connaissances locales pilotées par la société civile et à intégrer ces connaissances dans la conception des lois de l'UE impactant les citoyen.nes.
5. **Assurant et mettant en œuvre un dialogue structuré et des processus consultatifs au niveau de l'UE, pour collecter et utiliser les connaissances de terrain produites par les centres sociaux.** L'UE devrait inviter une tête de réseau européenne pour les centres sociaux en Europe (comme l'EFS) à faire partie des structures existantes pour le dialogue sur le rôle de la société civile en Europe. Les décideurs devraient également inviter les États membres à inclure des représentant.es de la société civile dans les processus décisionnels à tous les niveaux, et rédiger des orientations basées sur les bonnes pratiques internationales.
6. **Dirigeant les fonds de l'UE vers les ONG dans les pays où le financement public fait défaut.** Le nouveau parlement de l'UE doit renouveler le programme CERV (« Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs », qui a pour objectif de rapprocher l'Union de ses citoyen.nes et de lutter contre toutes les formes de discrimination) lors de la prochaine période budgétaire et le rendre plus facile et plus rapide d'accès, avec un financement étendu pour couvrir une période de 5 ans. L'UE devrait également travailler avec les ONG européennes pour piloter les propositions existantes de la société civile en Europe de l'Est (par exemple, la Hongrie) pour créer un nouveau programme de soutien aux centres sociaux dans cette région où il n'y a pas assez de soutien national et où ils ne sont pas éligibles à d'autres fonds.

www.ifsnetwork.org

<https://ifsnetwork.org/e-platform/>

info@ifsnetwork.org



Fostering
Social
Justice



Scannez ce code QR
pour lire le document
complet (en anglais)